

4 février 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la protection de l'environnement dans le cadre du lancement des "grands travaux" du Marais Poitevin et la position de l'agriculture française face aux négociations du GATT, Arçais, le 4 février 1992.

Monsieur le maire,

- Je vous remercie de vos paroles d'accueil. Le temps que nous avons passé côte à côte à travers des rues ou des venelles de votre commune nous déjà permis d'échanger quelques propos, de me raconter votre commune, ce que vous y faisiez, des soucis de ses habitants. J'ai plaisir à vous entendre. Vous me rappelez d'autres maires que j'ai connus dans le département que j'ai représenté ou bien ceux que beaucoup plus jeune j'écoutais, qui étaient les maires d'un département voisin, auquel vous ressemblez quand même un peu. Il était facile de percevoir à travers vos quelques paroles discrètes et précises ce que représente la qualité de bon nombre d'élus communaux français et en tout cas la gentillesse de votre accueil m'a beaucoup touché.

- Et vous Ségolène Royal ! C'est comme cela qu'elle s'appelle et c'est comme cela que je l'ai reçue moi-même il y a quelques années lorsqu'elle travaillait à mes côtés à la Présidence de la République avant qu'elle ne se retrouve comme cela subitement, peut-être à la surprise de tous, y compris la sienne, député des Deux-Sèvres. Mais maintenant le temps a passé, elle a montré ce qu'elle était capable de faire et au travers de sa recherche, de sa défense de cette région, des productions du Marais Poitevin, je dois dire qu'il me semble que tout cela est en de bonnes mains et qu'elle y mettra l'énergie que je lui connais. La cause est bonne. Vous avez eu raison de vous y consacrer et je suis également très heureux de voir que - vous m'avez dit dix-sept maires - les communes voisines ont pu s'entendre, se regrouper pour défendre en commun un bien inestimable en permettant d'établir la relation entre l'agriculture, la culture traditionnelle de ce pays et ce joyau qui s'appelle le Marais Poitevin qui aurait été détruit sans aucun doute s'il n'était intervenu quelques défenseurs de ce pays, qui en sont et qui l'aiment et qui se sont associés à cette belle aventure.

Vous savez que plusieurs ministres m'accompagnent, ce sont les ministres de l'intérieur, de l'agriculture, de l'environnement, le secrétaire d'Etat aux grands travaux. Sa diligence permet de mener à bien toute une série d'initiatives qui, à Paris d'une part mais aussi dans de très nombreuses villes de province, permettent de valoriser le patrimoine français ou bien d'innover, de créer, d'inventer, de construire. Là, il s'agit de protéger, pourquoi pas en innovant, mais d'abord en sauvegardant ce qui a été façonné par la main de l'homme. On dit toujours que le Marais Poitevin est né dans des circonstances biologiques, liées au retrait initial de la mer mais à partir de là c'eût été le chaos si l'homme ne s'en était mêlé et n'avait dessiné le paysage à force de patience, d'attention et de goût. Car il faut connaître le Marais Poitevin au travers de ses champs et de ses canaux, de ses arbres et de ses villages. Je crois qu'un heureux mariage a été réalisé entre ce que la tradition exige, ce que la production commande pour que ce pays, mais aussi pour qu'existe cet immense attrait du Marais aux portes de Niort. C'est une ville qui vaut aussi la peine d'être connue, qui anime une large part de ce département et qui va trouver là un

débouché naturel, parmi d'autres, mais qui devrait intéresser beaucoup de gens venus de loin et je suis sensible à la présence de M. le maire de Niort parmi nous. Nombreux vous êtes ici, élus, la plupart du temps communaux mais aussi conseillers généraux & c'est pour moi je dois dire un plaisir mais aussi une façon de me retrouver sur un sol qui m'est cher, dont je crois connaître les mœurs et les usages, les goûts et les traditions mais aussi les ambitions bien au delà les lignes de clivage politique. Elles sont nécessaires, c'est la démocratie, elles ne peuvent tout faire s'il n'y a pas au moins pour quelques objectifs il y a ici la sauvegarde d'un site à la fois naturel et surtout humain, je veux dire fait par l'homme, dont l'exceptionnelle harmonie ne peut qu'être vantée. Quelques-unes des personnes qui m'accompagnent ne le connaissent pas, je me fais guide avec eux. Naturellement, je ne suis pas aussi compétent que mon vrai guide qui est là, auquel je disais qu'il avait vraiment le pied marin, qui connaît tous les canaux & entendre l'histoire de cette terre et de cette eau par des gens du pays qui le servent et que ce pays enchanté, c'est un rare bonheur dont je le remercie encore puisque c'est beaucoup grâce à lui si je me trouve aujourd'hui ici même. Il n'est pas le seul bien entendu, il y en a d'autres qui font comme lui et c'est en multipliant ce type d'hommes et de femmes, très attachés à leur pays mais désireux de bâtir l'avenir et n'ayant pas peur de le construire, c'est avec cela qu'on développera cette région et par là-même, notre pays.\

On m'a vu tout à l'heure mettre un pavé, une pierre sur du ciment, fermer un tuyau à l'intérieur duquel était commémoré pour les temps futurs l'acte auquel nous participons. On va appeler tout cela simplement : la renaissance du Marais poitevin & renaissance, naissance nouvelle, sauvegarde, vie et d'autre part le pieu battu planté d'une main sûre, heureusement, par de robustes habitants du pays et qui symbolisent parfaitement ce qu'il convient ici de préserver et de propager. Je vous le répéterai, n'avez-vous pas vu par les très beaux soirs d'automne, quand les lentilles couvrent entièrement la surface de l'eau et que l'homme et les animaux s'y trompent, croyant continuer leur promenade sur la terre et sont déjà sur l'eau, ils s'en aperçoivent à peine. Et lorsque les bateaux qui passent laissent dans leur sillage, un peu d'eau claire, les lentilles se referment comme si de rien n'était, une sorte de sentiment d'éternité dans la beauté. Les saisons changent, nous sommes en hiver, il n'y a plus de lentilles, ce sera autre chose qui viendra & les couleurs changeront au printemps, puis en été & ils reviendront avec les rousseurs de l'automne & personne ne s'en plaindra et heureusement que nous avons quatre saisons ! Je plains ceux qui n'en ont que deux.

- C'est ainsi qu'est notre richesse et notre variété & on pourrait bien entendu élargir le symbole à bien d'autres domaines.\

Lorsque j'étais venu à Poitiers, il n'y a pas si longtemps, c'était en septembre 1990, j'avais entendu le souhait qui m'était exprimé de la protection du Marais. Alors j'ai pris l'initiative qui nous permet aujourd'hui de devenir optimistes car c'est l'Etat qui donne les moyens de continuer à vivre sur cette terre tout en la préservant.

- Protéger cela ne veut pas dire figer, rester exactement identique à soi-même. Cela veut dire simplement respecter d'abord le paysage et puis ensuite vivre, évoluer dans ce décor qui a une grande poésie et par là-même une grande force. J'observerai les très beaux paysages, et cela en est un, magnifiés par la littérature et par la poésie, lesquels donnent ensuite à ces paysages un coloris nouveau. C'est le sol qui crée le poème et puis le poème donne au décor un visage nouveau. C'est donc une sorte d'interpénétration entre la force et la richesse de la nature, l'imagination et le rêve de l'homme.

- Alors les dangers sont là. On sait que l'assèchement de certains canaux s'aggravent. Une inondation peut être catastrophique. Il y a maintenant des chemins qui étaient des voies d'eau parce qu'il n'y a plus rien, parce que cela n'a pas été entretenu, les ponts s'écroulent.

- Je me souviens d'avoir vu des vaches transportées sur des plates, d'ailleurs les vaches n'étaient pas surprises du tout de devenir des "vaches marines". Elles étaient tout à fait habituées, peut-être un peu surprises le jour où on a cessé de les transporter. Elles ne vous l'ont pas dit ! Vous avez quand même préservé vos arbres, toutes ces allées, ces peupliers, cette végétation qui bien entendu attire beaucoup d'animaux et d'oiseaux. Je pense que vous ne devez pas manquer de

Le marais poitevin

autres par ici.\

Nous avons inscrit la renaissance du Marais Poitevin parmi nos grands travaux. Je mène cette action depuis déjà 1981 - 1982, il faudra beaucoup plus de dix ans pour aboutir. Je compte sur vous mesdames et messieurs pour assurer le relais et pour rappeler à ceux qui me succéderont que redonner à la France le visage qui lui convient c'est l'affaire de plusieurs générations. Enfin nous aurons donné l'élan.

- Je dois dire que j'ai été bien aidé dans cette tâche par M. Lalonde, ministre de l'environnement qui "veille au grain" et qui a bien senti le danger qu'il y avait d'installer maladroitement sur certains tracés, des itinéraires d'autoroute. Je reconnais que c'est très difficile de faire passer une autoroute quelque part sans gêner quelqu'un. Alors il faut veiller maintenant à protéger les intérêts - autant qu'on le peut - de ceux qui s'estiment victimes du changement d'itinéraire. Je souhaite vraiment que l'administration, monsieur le Préfet, se préoccupe jusqu'à la minutie du détail des intérêts tout à fait légitimes de tous les habitants. Le maximum d'habitants doit savoir que leurs problèmes sont les nôtres. Il est vrai que ce n'est pas simplement parce qu'on donne une indemnité pour la destruction d'une maison que l'on peut compenser le dommage qui est quelquefois un immense chagrin. Ce sont des maisons, passées d'une génération à l'autre, ou bien c'est une maison que l'on vient de construire ou d'acquérir mais c'est toute une part de la vie qui est là & donc il faut faire très attention.

- Seulement j'observe que ce problème se pose chaque fois qu'un tracé de TGV ou d'autoroute est prévu en France. On se retourne vers moi et que puis-je faire ? Essayer de faire étudier de plus près & il y a certains des fonctionnaires qui sont d'ailleurs d'excellents fonctionnaires, mais qui adorent le béton ! Alors il faut leur dire : modérez vos passions ! Et ne pas considérer, a priori, que le fin du fin c'est d'aller tout droit, sans s'occuper de l'endroit par où l'on passe, ce qui est souvent la tentation. Puis c'est aussi la tentation des financiers parce que quand on va tout droit cela coûte moins cher ! Oui nous sommes comptables de l'argent des contribuables, nous sommes aussi comptables de la beauté de la France et du bien-être des habitants. Et tout cela, il faut le réunir. Et nous le savons bien. Je pense au TGV, mais le même raisonnement vaut pour l'autoroute. TGV : chacun veut une gare, personne ne veut des rails. Ce n'est pas facile. En général, les rails passent là où il y a des gares. Mais voilà, réunir ces deux conditions est un problème français presque insoluble.

- Pour les autoroutes c'est pareil ! Est-ce qu'il en faut, est-ce qu'il n'en faut pas ? On pourrait s'en passer. Là cela vient de Nantes, et vous avez envie d'avoir une autoroute à Niort pour relier l'une à l'autre. Alors... ? On ne peut pas me dire qu'il en faut une et il faut qu'elle ne passe nulle part. Si vous résolvez ce problème apportez-moi la solution. Voilà un des problèmes très difficile devant lequel nous nous trouvons.\

J'approuve tout à fait cette idée de Charte, de Charte intercommunale. Je suis très attaché moi à l'existence des petites communes. Quelque fois on dit : "c'est parce qu'il n'a pas assez évolué...". Une commune, petite, cela représente notre histoire, des familles, souvent des hameaux, cela signifie aussi des noms sur les monuments aux morts, sur les plaques qu'on appose dans les mairies. Oui, c'est une histoire ! Si cette commune disparaît, c'est l'histoire aussi qui s'efface. Il n'est pas toujours sûr qu'une commune disparue, des habitants puissent continuer d'être automatiquement représentés dans les conseils municipaux des communes plus vastes, des communes regroupées. C'est un problème très délicat. Aussi, suis-je très partisan des regroupements volontaires, des syndicats, de tout ce qui permet d'avoir à la fois un ensemble plus vaste et de préserver l'identité de chacun des petits pays qui ont fait la France. Ce n'est pas par souci excessif de l'histoire telle qu'elle était au Moyen Age et même au XVIIIème siècle et même au XIXème siècle & c'est parce que j'ai le sentiment qu'un pays comme la France, tire une part de sa grandeur de la réalité séculaire des familles qui l'ont composée.

- Alors ! voir ici une Charte intercommunale naître pour un programme d'opérations groupées d'aménagements fonciers, dont on nous dit que cela concerne déjà plus de soixante-dix agriculteurs et une superficie de l'ordre de quinze cents hectares ! C'est un exemple. C'est assez difficile à faire et donc c'est assez rare et je suis très fier de voir, moi qui suis presque votre compatriote, tout à fait de ce coin-là, ie suis très fier de voir qu'on n'hésite pas à donner

l'exemple dans une région que l'on dit très conservatrice - elle l'est peut-être politiquement c'est bien possible, cela arrangez-vous entre vous -, mais conservatrice dans ses usages, dans ses façons de penser, dans ses façons de vivre. Oui il faut l'être ! Et il faut aussi être capable de s'adapter aux temps modernes, avec les moyens nécessaires, car moi, c'est ce que j'essaie de faire avec un pourcentage d'approbation variable selon les circonstances. Mais l'essentiel, c'est d'avoir sa conscience pour soi et donc d'être assuré, intimement assuré, je dis dans le fond de sa conscience, sa mémoire, dans ce que l'on sent et ressent de son propre pays, que tel est le chemin à prendre.\

Vous me dites aussi que les éleveurs se sont engagés en contrat : ceux qu'on appelle les "Maraichins", les habitants, les exploitants du marais, dans le marais ou dans la région du marais, ont décidé de s'entendre pour maintenir l'élevage extensif des prairies naturelles pour respecter l'environnement, tout en, bien entendu, continuant à être des agriculteurs modernes, aucunement fermés aux nécessités du moment et de la concurrence internationale.

- Le ministre de l'agriculture qui est là sait bien de quoi je parle puisque nous devons nous battre au sein d'une Europe nécessaire, d'un marché commun agricole qui a fait la fortune de l'agriculture en Europe, qui a assuré la sauvegarde de nos propres profits. Si nous n'avions pas la garantie européenne auriez-vous été en mesure, messieurs les paysans, agriculteurs, éleveurs, auriez-vous été en mesure de supporter la concurrence des prix mondiaux ? C'est bien parce qu'il y a eu cette assurance européenne et cette restitution pour chaque exportation que nous avons pu développer considérablement notre agriculture au point de faire de la France, vraiment, le premier pays agricole de la communauté et l'un des tout premiers pays agricoles du monde, j'allais dire l'un des deux ou trois premiers.

- Mais souvent, il arrive que, habitué à vivre sur sa terre, sa ferme, on répugne un peu à l'action collective, à la solidarité dans le travail, bien que l'agriculture, depuis la dernière guerre mondiale se soit beaucoup adaptée à toutes les formes de travail en commun. Quand on cherche à la fois à développer son exploitation, tout en respectant l'environnement c'est aussi une leçon, et c'est la deuxième leçon que je tire de l'effort des Maraichins qui devraient être bien entendus et bien compris par le pays.

- Aussi faut-il diffuser, faire savoir que dans un tout petit pays un peu loin de tout, peu connu et loin des grands moyens de circulation, eh bien il y a des hommes et des femmes d'imagination et de travail qui ont su dominer tous leurs antagonismes et toutes leurs différences pour s'engager dans un travail moderne afin de préserver leur patrimoine. Je suis heureux qu'il y ait beaucoup de personnes venues de Paris et surtout représentant la presse, qui entendent ce que je dis non pas parce que c'est moi qui le dis mais parce que nous avons besoin de savoir comment la France vit.\

Le gouvernement a décidé lors de son dernier comité interministériel de l'aménagement du territoire consacré au monde rural, d'accroître le budget destiné à financer la part nationale de la procédure communautaire. Nous avons à nous installer dans l'Europe et nous avons souvent de graves difficultés. Les difficultés tiennent au fait qu'il y a la concurrence entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique et que les Etats-Unis d'Amérique sont encore et toujours le premier pays du monde - non pas forcément dans tous les domaines puisque l'Europe est une plus grande puissance commerciale que les Etats-Unis d'Amérique - mais c'est elle qui dispose de moyens, de la monnaie, de la force militaire, et qui aurait plutôt tendance à vouloir imposer sa loi, ses intérêts. C'est comme cela et vous le savez bien.

- Il faut que la France au sein de la communauté défende les intérêts légitimes de l'Europe et les siens. Comme elle est plus avancée que d'autres dans le développement agricole, il n'est pas toujours certain qu'elle sera soutenue par les autres autant qu'il le faudra. Alors, il faut que nous soyons durs, que nous ayons beaucoup d'énergie. Je n'ai pas besoin de le dire à M. Louis Mermaz qui le sait et qui va dans ce sens. Il ne s'agit pas d'être fermés aux nécessités des autres. Nous avons dit "non" à diverses reprises, surtout depuis 1985, aux projets développés par ce qu'on appelle le GATT, c'est-à-dire par la grande négociation commerciale internationale, qui s'attaque surtout aux problèmes agricoles et souvent au détriment des agriculteurs français.

J'ai dit "non" et j'étais seul sur les sept grandes puissances industrielles, nous avons été un moment très seuls au sein des Douze membres de la Communauté et maintenant nous avons quand même quelques alliés puissants. J'espère que nous y arriverons et il faut y mettre une énergie farouche. Je ne le répète pas pour tout refuser : il faut accepter sa part, prendre en compte les intérêts des autres si l'on veut pouvoir défendre les siens. Je dois dire que la France ne sera pas complaisante et qu'elle n'entend pas dans cette affaire accomplir des sacrifices qui ne seraient pas compensés par des sacrifices comparables de la part de nos principaux partenaires. Nous n'en sommes pas là.\

Il y a quelques jours, j'étais au Conseil de Sécurité des Nations unies à New York & c'était la première du genre depuis la fondation des Nations unies. Avant la réunion plénière, j'ai eu une conversation avec George Bush. La première question qu'il m'a posée est celle-ci : "alors que fait-on pour le GATT ?" Eh bien, j'ai dit, "tant que vous ne changerez pas de position, on ne fera rien". "Mais ce n'est pas possible" m'a-t-il répondu. D'ailleurs il y a des élections. Moi c'est différent, je ne suis plus soumis à des élections. J'ai donc une plus grande liberté d'action et de pensée. Ce n'est pas que ce soit un esclavage terrible que d'avoir des électeurs, c'est bien utile. Mais malgré tout quand il m'a dit "il faut que vous bougiez" j'ai dit "nous bougerons si vous bougez. Vous ne pouvez pas nous demander de réduire nos exportations, vous ne pouvez pas nous demander de limiter les compensations apportées à nos agriculteurs" - puisque cette loi, c'est celle que nous avons signée au Traité de Rome en 1957 - "sauf si vous accomplissez selon vos méthodes et vos lois des sacrifices comparables". Alors, nous nous sommes séparés très bons amis mais sans plus, c'est-à-dire que nous ne sommes pas encore d'accord. J'espère que cela va venir bientôt. Il est possible que la proximité des élections américaines qui précéderont les élections législatives françaises ne pourront pas permettre beaucoup d'ouverture du côté américain. Je dis au ministre de l'agriculture : "tenez bon, soyez juste, faites les concessions et les compromis nécessaires pour que l'harmonie entre les grands pays de liberté soit préservée mais songez que la France dépend pour une large part de ses productions agricoles, de ses produits agro-alimentaires et que nous devons être leurs défenseurs".\

Nous allons terminer. Je vous remercie d'avoir bien voulu me recevoir ici. Vous me direz que par les temps qui courent, c'est rafraîchissant. Mais vous savez je ne me sens pas du tout démonté ! Pas le moins du monde ! Je suis sûr qu'il y a bien au fond une large part de notre peuple qui, au-delà des zizanies, des contradictions, des récriminations ou de la défense juste de leurs intérêts, comprend le besoin collectif et la nécessité où nous sommes. Car après tout on ne le leur dit pas assez : si l'on devait, sans attendre 1997, dès maintenant, faire la monnaie unique européenne comme elle est prévue par le Traité que j'ai signé récemment à Maastricht, en Hollande, il n'y a que deux pays qui seraient capables d'y entrer, en répondant à tous les critères financiers et économiques, ce serait le Luxembourg et la France pas même l'Allemagne et l'Italie, ni l'Espagne, ni les autres. Nous serions les seuls à pouvoir le faire avec le Luxembourg. C'est aujourd'hui en France qu'il y a le plus haut niveau de vie en Europe.\

Nous avons nos malheurs, nos difficultés, nos misères et nous avons, aussi bien des concitoyens qui souffrent. Mais comparé au développement des autres pays d'Europe et d'ailleurs, la France est quand même, après des années de gestion, celui qui est le plus recherché, dont l'économie est l'une des plus saines et c'est d'ailleurs à cause de cela, à cause du très grand progrès accompli au cours de ces années que les entreprises se développent sur la base d'un machinisme plus développé, sans que la formation des hommes permette de rattraper l'évolution des techniques, ce qui est à l'origine du chômage. Souffrir du chômage est un grand mal et doit être le premier soin de tout gouvernement. Mais cela ne doit pas faire oublier que la France se défend bien et par comparaison, elle se défend mieux. Si j'entends des critiques, ici et là, d'outre-manche ou d'outre-atlantique, moi je dis : regardez donc chez vous. Si cela marchait aussi bien que chez nous, vous auriez moins de souci vous qui les gouvernez, pourtant moi je n'en manque pas.\

Maintenant, peut-être les Français ont-ils plus la vertu gauloise de la protestation. Ce n'est pas très grave & moi je comprends bien, je le suis aussi s'il s'agit de protester ou de désirer autre

chose. Seulement de temps en temps il faut le dire, sans quoi on ne le saurait pas. Depuis six jours on n'entend parler d'une affaire, on entend parler que de cela. Est-ce que vous avez entendu parler du reste ? Avez-vous entendu parler des accords internationaux signés ici et là, savez-vous exactement quelle est la situation de la France au regard des autres grands pays, ce qui a été convenu avec M. Bush, ce qui va être convenu dans le Traité que je vais signer après demain avec M. Elstine à Paris ? Non, ce n'est pas intéressant cela ! Mais si cela l'est ! Si je ne le dis pas, personne ne le dira à ma place. C'est comme cela la vie et remarquez, il y a un tas d'hommes politiques et de militaires qui écrivent leurs mémoires ! Eh bien ils ont raison ! Si l'on veut raconter une histoire à laquelle on a participé, il faut l'écrire soi-même & autrement ce n'est pas sûr. Il y a quelques témoins honnêtes ou impartiaux, enfin ce n'est pas le plus grand nombre, et malgré tout, cette histoire-là je la connais bien mais voilà c'est trop tard. Je ne peux pas à la fois agir, et raconter. L'essentiel c'est d'avoir agi dans le Marais Poitevin parmi vous, avec vous, exemple, symbole de ce qui peut être accompli en France, promesse d'espoir, travail pour demain. On ne va pas faire cela en quinze jours & il va vous falloir des années. Monsieur le maire et vous messieurs les maires, tenez bon et moi quand j'aurai passé mon temps je voudrais pouvoir vous dire surtout transmettez à nos enfants la volonté de réussir votre projet. A ce moment-là je serai tranquille.\